

Henry Pefferkorn

La mort d'un politique



Les personnages de ce livre et leurs noms sont imaginaires. Toute ressemblance avec des personnes existantes ou ayant existé serait fortuite.

1

4 avril 1987

Allô ? Georges Mariton ?

– Oui, à l'appareil.

– Assassin ! Tu te croyais à l'abri sur liste rouge ! Mais tu n'es à l'abri nulle part !. Ton compte est bon ! Tu n'en a plus pour longtemps !.

– Allô ? »

Dès le début de la conversation, Georges Mariton avait machinalement appuyé sur le bouton rouge. Sans attendre il composa un numéro,

« Allô ? Les RG ?

– M. Mariton ? Oui, nous avons bien reçu votre signal. Nous recherchons l'origine de l'appel... » Mariton entendait des bruits de voix.

« Un instant M. Mariton... On me donne la réponse... Un téléphone public dans la gare St Lazare... Je n'en sais pas plus.

– Evidemment vous ne pouvez identifier l'homme qui a appelé ?

– Comment voulez-vous ?

– Bien sur vous ne pouvez jamais rien ! Cela fait maintenant près de 20 ans que ça dure et vous ne trouvez jamais rien ! La police est nulle. Maintenant il a même trouvé mon numéro sur liste rouge ! Comment cela se peut-il ?

– Il faut que vous ou une personne à qui vous avez donné votre numéro lui ait communiqué. Il n’y a pas d’autre possibilité.

– Vous n’allez pas prétendre que c’est moi qui lui ai donné mon numéro ! »

Il reposa le combiné d’un geste nerveux. Depuis vingt ans, il recevait des appels de menace d’un mystérieux correspondant. Il savait qu’un homme politique en vue comme lui, doit s’attendre à ce genre de plaisanterie de mauvais goût de la part de ses détracteurs, connus ou inconnus. Ce qui l’inquiétait était le fait que l’interlocuteur invisible semblait connaître tous ses faits et gestes et même son numéro sur liste rouge.

Ces coups de téléphone avaient été aussi pour lui l’occasion de faire de vives critiques auprès du Préfet à l’assemblée départementale. Il ne manquait pas non plus de dénoncer les brutalités policières et autres bavures à chaque occasion. Les responsables de la police qui ne l’appréciaient guère n’étaient pas prêts à se défoncer pour cette affaire d’appels téléphoniques qui était en soi, banale. Aussi les fonctionnaires n’avaient pas attaché à ce nouvel appel plus d’importance qu’aux précédents.

Georges Mariton, vieux routier de la politique, avait l’habitude des injures, calomnies et autres débordements qui fleurissaient à chaque campagne

électorale. Mais ces coups de fils permanents et trop précis avaient quelque chose d'inhabituel et d'insolite.

L'auteur semblait le connaître comme son ombre et lui en vouloir à lui en particulier. Georges Mariton avait déposé plainte, obtenu qu'à chaque appel on localise l'endroit, mais sans succès. Il y avait des menaces de mort que la police ne voulait pas prendre au sérieux. Cela durait depuis des années et lui devenait insupportable.

Une question lui passait par la tête. Comment cet homme a-t-il pu connaître son numéro de téléphone sur liste rouge ? Il fit rapidement le tour des gens à qui il avait communiqué ce numéro avec consigne de ne le communiquer en aucun cas à d'autres :

Fabienne, sa femme ? Impossible. Elle était au courant de ces coups de fil depuis le début et était aussi inquiète que lui. Elle n'avait certainement pas communiqué ce numéro à quelqu'un d'autre. D'ailleurs, sur ses recommandations, elle ne parlait à personne de ces coups de fil anonymes.

Geneviève, sa maîtresse ? Aurait elle laisser trainer ce numéro quelque part et son mari l'aurait relevé ? Mais comment ? Il ne lui avait jamais parlé des appels anonymes et l'intrus s'était manifesté un jour où il était avec elle à l'hôtel !

Gilbert Germain, son adjoint et complice de longue date. Il lui avait confié une mission secrète de surveillance des autres conseillers et donné ce numéro pour qu'il lui donne les informations recueillies, de maniere confidentielle, ce qu'il faisait régulièrement. C'était un inconditionnel. Non ! pas lui !

Mais alors ?

Marcellin ? Il ne lui avait jamais parlé de ces appels. Comment aurait-il su et utiliser sa ligne. Et pourquoi ?

La police. Le jour où il a demandé à être sur écoute pour déceler l'origine des appels, il avait bien fallu lui donner son numéro. La police ne l'aime pas, il le sait. Un des policiers, au courant, se serait amusé à utiliser cette ligne pour lui faire peur ? Possible mais peu probable. La voix, toujours la même, il la connaissait avant d'en avoir parlé à la police.

Je veux bien croire que la police dit vrai lorsqu'elle me donne l'origine des appels. De toute manière cela peut être vérifié chez France Telecom.

Alors ?.

Georges Mariton était soudain inquiet. Ce harcèlement allait il prendre fin, un jour ?

Qui est ce mystérieux personnage qui le connaît trop bien ? Et cela depuis plus de vingt ans ! De tous ceux qui connaissaient son numéro « rouge » seuls Fabienne et la police étaient au courant des mystérieux appels. Et ils existaient déjà bien avant qu'il en parle à la police. Alors ? Ce dernier appel était une vraie menace de mort ! Et la police ne faisait rien !

10 avril 1987 Bureau du Préfet

« Messieurs,

M. Georges Mariton, maire de Banlieuville et Conseiller général du Val de Marne vient d'être assassiné. Je vous ai convoqué de toute urgence afin de prendre les dispositions nécessaires avant que la presse ne s'empare de cette histoire. L'affaire est sérieuse. M. Mariton était une personnalité connue et estimée et nous devons faire rapidement toute la lumière. Comme vous le savez peut-être, il déposait régulièrement plainte depuis des années à propos de coups de téléphones anonymes, de menaces qui n'auraient pas été pris au sérieux par les services de police, au dire de ses proches. On va encore une fois s'en prendre à la police et à la justice de ce pays qui n'ont pas besoin de ça ! L'affaire est d'importance et particulièrement délicate, compte tenu de la personnalité de la victime. Aussi j'ai prié le commissaire divisionnaire Gertil de bien vouloir prendre cette affaire en main et de me rendre compte le plus rapidement possible. Il aura tous les moyens

nécessaires à sa disposition pour mener à bien son enquête et je compte sur vous tous pour l'aider dans cette tâche délicate. Je vous demande également la plus grande discrétion. Pas de déclaration à la presse, pas d'indiscrétion. Vous devrez faire preuve d'efficacité mais aussi de beaucoup de tact. Nous marchons sur des œufs... »

L'auditoire était perplexe. Il y avait là Renaud, le responsable des renseignements généraux qui avait reçu le dernier message de Mariton à propos des appels, le juge Baton, membre actif du syndicat de la magistrature et peu enclin à collaborer avec la police, Dumas, le commissaire de Banlieuville qui avait été le premier alerté et fait les premiers constats, le substitut et Gertil, haute figure de la police criminelle, rendu célèbre par ses actions efficaces, son sang froid et sa très grande expérience des affaires difficiles.

« Monsieur le Préfet, dit Baton, le crime politique ne fait aucun doute. Une telle action ne peut être que le fait des tueurs du Front national que l'on n'ose poursuivre. Il faut les arrêter !

– Si le crime politique est probable, il n'est pour l'instant pas revendiqué et nous ne pouvons lancer un mandat d'arrêt sur de simples présomptions. L'enquête n'a pas encore commencé. Lorsque nous en saurons d'avantage, nous pourrons peut-être envisager de procéder à des arrestations. Dans l'immédiat, je vous demande, à tous d'aider le commissaire Gertil dans ses recherches.

– Mariton n'avait pas des ennemis qu'au FN reprit Renaud. J'en sais quelque chose. Il serait très dangereux d'accuser qui que ce soit sans preuve. La mort de Mariton crée une vacance au Conseil Général. Il va y avoir des élections pour le remplacer.

Nous serons donc amenés à enquêter dans un climat de campagne électorale où les esprits s'échauffent facilement. »

Il se tourna vers le commissaire Gertil qui écoutait sans mot dire :

« Je mets tous mes dossiers à votre disposition. Je pense qu'ils vous seront utiles »

– Je le pense aussi. Merci.

– Oui, commissaire, renchérit le Préfet, il faut faire vite avant que la presse et les politiques ne s'emparent de cette affaire pour en faire je ne sais quoi !

– Si vous voulez m'aider, monsieur le Préfet, dit Gertil, faites en sorte que le moins de bruit possible soit fait autour du meurtre. Vous l'avez dit. Il faudra marcher sur des œufs. Il me faudra pour cela que je sois dérangé le moins possible par les journalistes et autres curieux. Faites en sorte de détourner leur attention pendant que je travaillerais à mon enquête.

– D'accord, mais rendez moi compte régulièrement. J'ai moi aussi des comptes à rendre au ministère.

– D'accord, M. Le Préfet. Aussi, si vous le permettez, je vais me mettre au travail de suite. Comme vous avez eu l'obligeance de mettre un bureau à ma disposition, je vais m'y rendre avec M. Renaud et M. le commissaire Dumas pour prendre les premiers renseignements.

– Faites, M. le divisionnaire, faites, je vous en prie !

– Tenez moi au courant « dit Baton, vexé de n'avoir pas été invité.

À la sortie de la préfecture, les journalistes étaient déjà amassés comme des mouches attirées par un plat de miel. Le préfet, très digne, se refusa à toute

déclaration, disant simplement que l'enquête ne faisait que commencer et que toute rumeur dans la presse ne pourrait que gêner la justice. Le commissaire Gertil, dont la présence avait intrigué les journalistes, restait muet comme une tombe.